

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

RECEPISSE DE DECLARATION

CONCERNANT LA CREATION DE 3 PIEZOMETRES

sur le territoire des communes d'EPINOY et SAUCHY-LESTREE

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES OSARTIS-MARQUION

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 26 février 2009, présentée par la Base Aérienne 103 de CAMBRAI-EPINOY, enregistrée sous le n°62-2009-00102 et relative à la création de 3 piézomètres sur les communes d'EPINOY et SAUCHY-LESTREE ;

VU la demande de changement de bénéficiaire des autorisations accordées aux IOTA présents sur l'ancienne Base Aérienne 103 de M. le Président de la Communauté de Communes OSARTIS-MARQUION, reçue par courrier du 20 juin 2017 ;

annule le récépissé de déclaration enregistrée sous le n° 62-2009-00102 concernant la création de 3 piézomètres sur les communes d'EPINOY et SAUCHY-LESTREE, délivré à la Base Aérienne 103 le 10 avril 2009 ;

et donne récépissé à : Monsieur le Président de la Communauté de Communes OSARTIS-MARQUION – ZA, rue Jean Monnet - BP 57 à Vitry-en-Artois (62490) de sa déclaration concernant la création de 3 piézomètres réalisés sur les communes d'EPINOY et SAUCHY-LESTREE :

- PZA implanté sur la commune de EPINOY en la parcelle cadastrée 0C1138, ayant pour coordonnées Lambert :

X : 657 673 – Y : 2 580 889 (Lambert II étendu) ;

- PZB implanté sur la commune SAUCHY-LESTREE en la parcelle cadastrée 0A789, ayant pour coordonnées Lambert :

X : 657 547 – Y : 2 580 564 (Lambert II étendu) ;

- PZC implanté sur la commune de SAUCHY-LESTREE en la parcelle cadastrée ZI038 - ayant pour coordonnées Lambert : X : 657 181 – Y : 2 580 370 (Lambert II étendu).

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/2003

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées aux mairies des communes d'EPINOY et SAUCHY-LESTREE où cette opération a été réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la CLE du SAGE DE LA SENSEE pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairies d'EPINOY et SAUCHY-LESTREE ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le Service de l'Environnement en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement précise que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration, à défaut de quoi la déclaration devient caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pendant l'exécution des pompages d'essai, toutes les précautions seront prises pour assurer une bonne évacuation des eaux d'exhaure et le suivi des éventuels impacts sur le milieu naturel (risques d'inondations, ravinements...).

ARRAS, le **28 JUIN 2018**

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et par subdélégation
Le Chef du Service de l'Environnement

Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives à la création de forage.

Olivier MAURY

*Direction Départementale des Territoires
et de la Mer*

**Monsieur le Président de la Communauté de
Communes OSARTIS-MARQUION**

EPINOY - SAUCHY-LESTREE

Plan de situation

PZA : X :657 673 Y:2 580 889

PZB : X :657 547 Y:2 580 564

PZC : X :657 181 Y:2 580 370



